

## Soutien fraternel à U Levante et au Garde

La coordination Corsica Pulita apporte son soutien fraternel aux associations U Levante et Le Garde, qui sont visées, depuis quelques semaines, par une campagne nauséabonde de calomnies, d'injures et d'intimidation en lien avec l'affaire du domaine A Saparella, à Coti Chjavari.

Des mensonges grossiers sont propagés sur cette affaire, à des fins évidentes de manipulation de l'opinion. Nous ne rappellerons pas ici les nombreuses preuves publiées par U Levante sur son site Internet, qui démontrent, sans contestation possible, qu'il n'a jamais été demandé la démolition de « *bâtisses ancestrales* », mais bien de constructions nouvelles qui avaient initialement une vocation commerciale et touristique, réalisées sur un site naturel inconstructible, en violation de la loi littoral.

Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre, de lire l'arrêt de la cour d'appel de Bastia ayant ordonné les démolitions.

Telle est, sans travestissement, la réalité simple, évidente, de ce dossier.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas acceptable que des associations citoyennes, dont la seule arme est celle du droit, et dont le seul tort est en l'espèce d'avoir saisi la justice, soient trainées dans la boue.

Le silence gardé, face aux injures et aux menaces proférées contre elles, par les organisations politiques et les élus qui avaient fait le choix d'être présents lors du rassemblement organisé le 16 décembre dernier sur le domaine, est à cet égard particulièrement préoccupant. Il traduit chez certains une forme de dérive poujadiste, une perte de repères politiques alarmante.

Nous rappelons que les associations U Levante et Le Garde œuvrent, depuis des décennies, pour l'intérêt commun de tous les Corses. Elles le font sur leur temps et leurs moyens, sans en tirer un quelconque profit, bien au contraire.

Qui peut nier qu'elles ont, par leur combat incessant, contribué de manière décisive à préserver une grande partie de notre littoral, suppléant en cela les carences d'un État souvent indifférent, voire défaillant ? Faut-il rappeler les centaines de permis de construire, la cinquantaine de PLU et de cartes communales annulés à l'initiative de ces associations, qui ont ainsi permis de sanctuariser des dizaines de milliers d'hectares de littoral ?

Mais on ne peut applaudir l'action des associations lorsqu'elles empêchent la construction de résidences de continentaux, et s'indigner, lorsqu'en vertu des mêmes principes, et en application des mêmes lois, ces mêmes associations - devenues subitement des « délateurs » et des « collabos » - obtiennent en justice la démolition de constructions illégales édifiées par des Corses.

Faut-il rappeler que dans un État de droit, la loi s'applique dans les mêmes conditions à tous, dans le domaine de l'urbanisme comme dans les autres ? Notre corsitude ne nous confère aucun privilège ni ne saurait justifier des passe-droits. Elle nous oblige, au contraire.

Et on peut encore moins accepter que certains Corses cherchent à échapper, par leur influence, leur richesse ou la crainte qu'ils inspirent, à l'application des règles qui s'imposent à tous les autres, sauf à laisser s'instaurer une société de castes, fondée sur l'inégalité des Corses devant la loi, où régneraient l'arbitraire et le chaos.

Le tolérer, ce serait faire le jeu des intérêts mafieux, dont on devine qu'ils se réjouissent, tapis dans l'ombre, des attaques portées contre les associations citoyennes, ces sentinelles qui s'opposent, à travers leurs actions de terrain, aux logiques de prédation à l'œuvre en Corse.

Et précisément, l'affaire d'A Saparella sert, à l'évidence, de prétexte et d'occasion à une coalition d'intérêts hétéroclite qui cherche à remettre en cause les lois et règlements (loi littoral, loi montagne, Padduc) qui freinent la spéculation immobilière, afin de laisser libre-cours aux appétits jamais assouvis des spéculateurs.

Si ces forces parvenaient à leurs fins, les conséquences seraient désastreuses pour la Corse : les phénomènes de spéculation immobilière et de dépossession foncière des Corses s'en trouveraient aggravés, notre patrimoine naturel et paysager serait menacé à brève échéance.

***La coordination Corsica Pulita se battra toujours aux côtés des associations U Levante et le Garde pour empêcher ces évolutions mortifères.***